Procès-verbal du Conseil communautaire du 12 FEVRIER 2025

Convoqué le 06 FEVRIER, Salle DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SIEGE T2L LONGUYON, le Conseil Communautaire s'est réuni sous la présidence de Jean-Pierre JACQUE le 12 FEVRIER 2025 à 18H

La feuille de présence est vérifiée pour décompter exactement le nombre de conseillers titulaires ou suppléants présents ainsi que les procurations.

Titulaires présents dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)*

ALLONDRELLE-LA-MALMAISON		
BASLIEUX	**MULDER**	DANIEL
BAZAILLES	**MOSCATO**	PASCAL
BEUVEILLE	**PAYO**	MELISSA
BEUVEILLE	**OLLINGER**	GUILLAUME
BOISMONT		
CHARENCY-VEZIN	**GRETHEN**	PHILIPPE
COLMEY-FLABEUVILLE		
DONCOURT-LES-LONGUYON	**GEORGES**	DIDIER
EPIEZ-SUR-CHIERS	**WEISS**	James
FRESNOIS-LA-MONTAGNE	**THOMAS**	Jean Luc
GRAND-FAILLY	**BIANCHI**	Ghislain
HAN-DEVANT-PIERREPONT	**THOMAS**	JEREMY
LONGUYON	**JACQUE**	JEAN PIERRE
LONGUYON	**PERCHERON**	Caroline
LONGUYON		
LONGUYON	**SAILLET**	JOSETTE
LONGUYON	**WOJCIK**	JEAN LOUIS
LONGUYON	**FOULON**	NATHALIE
LONGUYON	**POLLRATZKY**	MARC
LONGUYON		
LONGUYON	**HOUSSON**	LUDOVIC
LONGUYON	**TROMBINI**	ANNE MARIE
LONGUYON	**LECOINTRE**	CHRISTOPHE
LONGUYON	**BORASO**	Michèle
LONGUYON	**BIZOT**	HERVE
LONGUYON	**PAQUIN**	GUY
LONGUYON		
LONGUYON	**HIBLOT**	PHILIPPE
MONTIGNY-SUR-CHIERS	**PIERRET**	JEAN JACQUES 18H07

OTHE		
PETIT-FAILLY	**JIRKOVSKY**	EDDY
PIERREPONT	**MOINEAUX**	JAMES
PIERREPONT		
SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	**SIROT**	ALAIN
SAINT-PANCRE	**SAUNIER**	René
SAINT-SUPPLET	**JENNESSON**	REMY
TELLANCOURT	**ROESER**	DANIEL
VILLE-AU-MONTOIS	**DEMUTH**	JEAN PIERRE
VILLE-HOUDLEMONT		
VILLERS-LA-CHEVRE	**DYE PELISSON**	ALAIN
VILLERS-LE-ROND	**GILLARDIN**	Eric
VILLETTE	**DALLA RIVA**	JEAN PATRICK
VIVIERS-SUR-CHIERS	**HEIL**	ELISABETH

Suppléants présents dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)*:
ROUYER G (COLMEY) – LESIEUR P (VILLE HOUDLEMONT)

Les titulaires absents ayant donné procuration dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)* **: JF MARIEMBERG (ALLONDRELLE) à P LESIEUR (VILLE HOUDLEMONT)- D PIEDFER (LONGUYON) à AM TROMBINI (LONGUYON)- E LAHURE (LONGUYON) à JP JACQUE (LONGUYON)- M FAIETA (PIERREPONT) à J MOINEAUX (PIERREPONT)-**

Ci-dessous le tableau récapitulatif et la liste détaillée des présences :

Récapitulatif		
Rappel du nombre de sièges	**44**	
Quorum	**23**	
Nombre de titulaires présents	**35**	**ARRIVEE DE JJ PIERRET 18H07**
Nombre de suppléants présents *(en lieu et place d'un titulaire)*	**2**	
Nombre de procurations	**4**	
Soit un total de votants potentiels de	**41**	

1- <u>Election du secrétaire de séance</u>

Le secrétaire de séance est désigné au début de chacune des séances du Conseil Communautaire (Art L2121-15 CGCT)

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Désigne, C PERCHERON, secrétaire de séance

2- **Procès-verbal du Conseil Communautaire du 20 12 2024** **Annexe 1 DEL 25-01-01**

Vous trouverez en annexe le projet de procès-verbal du 20/12/2024
Présentation JP JACQUE
La rédaction définitive est ratifiée en séance le 12 FEVRIER 2025.

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Approuve le PV du Conseil Communautaire du 20/12/2024

3- Convention de mandat T2L/Ville de Longuyon/SIEP et SIAC DEL 25-01-02

Présentation JP JACQUE

Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage - Travaux d'accessibilité et aménagement- bâtiment administratif et technique KAISER

Entre La Communauté de Communes Terre Lorraine du Longuyonnais agissant en application d'une délibération en date du 13 juin 2020 , représentée par son Président, ci-dessous désignée comme « le Mandant »,
Et
La Commune de LONGUYON, représentée par son 1ER adjoint, Madame PERCHERON Caroline,
le SIEP représenté par son président Ph FISCHESSER,
et le SIAC représenté par son Président, E GILLARDIN
Objet de la mission : La Communauté de Communes en vertu de l'arrêté préfectoral en date du 19 AVRIL 2017, a accepté que la Commune procède, en son nom et pour son compte, à la réalisation des travaux d'aménagement du parking et d'accesssibilité du siège.
Compte tenu de l'existence d'un marché unique de travaux, et de ces travaux hors marché, il convient de préciser les modalités de financement de ces travaux à du prorata.
Chacun des occupants

ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE :

- **Motorisation Portail d'entrée :** 9 954.20 TTC soit 2488.55 pour chacun des utilisateurs : T2L-SIEP-SIAC et Commune de LONGUYON
- **Aménagement parking :** 63 953.52€ soit 31 976.76€ pour la commune de Longuyon et la même somme pour la CCT2L

Il appartiendra au Conseil d'autoriser le Président à signer cette convention de gestion et à procéder au règlement des sommes au prorata des travaux réalisés

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Approuve la rédaction de la convention et autorise le président à la signer avec les divers partenaires

4-Solidarité Mayotte- attribution Subvention DEL 25-01-03

L'AMF appelle à la solidarité nationale avec Mayotte et met en place un dispositif de soutien avec la Protection Civile ou la Croix Rouge

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT,

Vu l'urgence de la situation,

Face au passage du cyclone CHIDO, qui a dévasté l'île de Mayotte, l'AMF, en partenariat avec La Protection civile, la Croix rouge, France urbaine, l'ANEL et l'UNCCAS, a appelé les communes et les intercommunalités à participer à la solidarité nationale pour soutenir la population de Mayotte, ses communes et ses élus. Le Gouvernement et l'ensemble des associations agréées de sécurité civile sont bien évidemment mobilisés pour accompagner la population frappée par cet évènement dramatique.

Sensible aux drames humains et aux dégâts matériels que cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle engendre, la CCT2L tient à apporter son soutien et sa solidarité à la population de Mayotte.

Aussi, il est proposé au Conseil de contribuer à soutenir les victimes du cyclone Chido à Mayotte dans la mesure de ses capacités, de la manière suivante :

- Faire un don d'un montant de 2000€
- à la Protection civile, La Croix rouge (ou autre destinataire)

- Après avoir entendu ce rapport, il est demandé à l'Assemblée d'approuver ce soutien à la population de Mayotte, d'habiliter Monsieur le Président à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération,

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Approuve de faire un don de 2000€, à la Croix Rouge pour l'opération SOLIDARITE MAYOTTE

5-Règlement Façades- 2025-2027 Annexe 2 DEL 25-01-04

Dans la continuité des politiques de l'habitat menées par la T2L, une action d'aide au ravalement de façades **qui s'adresse à toutes les communes de la Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais**, est mise en œuvre.

Le règlement s'applique pendant la durée de la campagne de ravalement qui a pris effet à compter du 01 janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2027, l'ancienne campagne 2022-2024 étant close.

Conditions d'éligibilité, critères d'attribution, bénéficiaires, constitution des dossiers, exécution des travaux, nature des travaux primés, montant de la prime figurent énoncés dans le règlement (pièce jointe)

120 000€ sont budgétés pour cette action d'aide au ravalement, permettant aux bénéficiaires d'obtenir 1000€ de prime (ou 2000€ en raison de l'intérêt patrimonial de l'immeuble ; L'OpahRu en attente de signature du CD54 permettra d'attribuer jusqu'à 3000€ pour les ravalements de façades inscrit dans le périmètre ORT : 1000€ de la commune, 1000€ de la

CCT2L et 1000€ de la Région).

Des dossiers ont déjà été déposés depuis janvier 2025. Ils feront l'objet d'une étude lors de la prochaine réunion de la commission

Il appartiendra au Conseil Communautaire de valider le règlement présenté

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Approuve le règlement présenté

18h07 : arrivée de JJ PIERRET

6-Budget OM – taux mutualisation –mise à disposition- Personnel DEL 25-01-05

Deux agents, 1 adjoint administratif et 1 adjoint technique exercent leurs missions à la fois dans le cadre du Budget Général et dans le cadre du budget OM. Les budgets sont votés avec une mise à disposition proportionnelle de leur occupation. La trésorerie souhaite obtenir un taux de mutualisation de ce personnel pour le budget OM : l'agent administratif exerce la moitié de ses missions pour le budget général et 50% pour le budget OM.
L'adjoint technique utilise 5% de son temps de travail pour l'exercice de ses missions pour le budget OM.

Il appartiendra au Conseil de valider ces taux de 50% et 5% pour chacun des 2 agents mutualisés sur le budget OM

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Approuve de valider ces taux de 50% et 5% pour chacun des 2 agents mutualisés sur le budget OM

7- Déclassement administratif – bâtiment public-51 rue Augistrou DEL 25-01-06

Le déclassement doit être approuvé par délibération de l'organe délibérant compétent et prononcé dans l'intérêt général, après constatation de la désaffectation du bien. Cette constatation implique que le bien immobilier ne soit plus matériellement affecté à l'usage de tous ou à un service public, au moment du déclassement.
M le Président expose que la CCT2L est propriétaire d'un ensemble immobilier sis 51 rue AUGISTROU, constituant les anciens locaux du siège de la codecom et du SIAC ; Les locaux, ont fait l'objet d'une désaffectation.
Il s'avère nécessaire, selon les dispositions de l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, de constater, dans un premier temps, sa désaffectation matérielle conditionnant sa sortie du domaine public, liée à la cessation de toute activité de service public, et dans un second temps, de prononcer son déclassement du domaine public pour permettre son classement dans le domaine privé intercommunal, en vue de sa cession.
VU :

- le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2121-29 - le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2241-1 (Le conseil délibère sur la gestion des biens et sur les opérations immobilières effectuées par l'intercommunalité)
- le Code Général de la propriété des Personnes Publiques en son article L2141-1 (Un bien d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement).
- le Code Général de la propriété des Personnes Publiques en son article L3221-1 relatif à l'avis de l'autorité compétente de l'Etat sur les projets de cessions d'immeubles ou de droits réels immobiliers poursuivis par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics.

Considérant :
- que le bien immobilier sis 51 rue AUGISTROU est propriété de la CCT2L,
- que les communes de plus de 2 000 habitants sont tenues de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'Etat avant toute cession d'une valeur supérieure à 180 000€. Le dit bien étant estimé à 80 000€, l'avis des Domaines sera sollicité malgré tout.

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité

Approuve
- de constater préalablement la désaffectation du domaine public de la partie de l'ensemble immobilier non affectée à un service public
- d'approuver son déclassement du domaine public pour le faire entrer dans le domaine privé intercommunal,
- d'autoriser le Président à réaliser la cession de cet immeuble et à engager toute démarche nécessaire à sa vente.

8- Personnel- modification poste- DEL 25-01-07

Suite à réussite à un examen professionnel, un agent se trouve sur liste d'aptitude du grade de rédacteur principal de 2ème Classe. Il appartiendra au Conseil de transformer le poste de rédacteur vacant en Rédacteur principal 2ème classe afin de permettre la nomination de l'agent sur ce dernier.
Explication JP JACQUE

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité

Approuve la modification de poste de rédacteur temps plein en rédacteur principal 2ème classe temps plein

9- Subvention FNADT- chef de projet- PVD- Commune de Longuyon DEL 25-01-08

Un agent de la ville est désigné chef de projet Petite Ville de Demain. A ce titre des subventions sur ce poste sont versées à l'Intercommunalité.
Il conviendra donc à L'intercommunalité de reverser à la ville les subventions perçues dans ce cadre soit un montant de 7673.50€ au titre du FNADT 2024.

Le Conseil sera amené à autoriser le versement de ces subventions par la CCT2L à la ville de LONGUYON

Explication JP JACQUE

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Approuve le versement de ces subventions par la CCT2L de cette subvention à la ville de LONGUYON

10- articipation Financière Initiatives Lorraine Nord (Initiatives Pays Haut) DEL 25-01-09

Par délibération n°19-18 du 12/03/2019, le Conseil Communautaire autorisait le président à participer aux actions de la structure IPH et de lui verser une subvention correspondant à 0.20 cts€ /hbts et ce sur 5 ans.
Une présentation a été réalisée à Epiez sur Chiers lors du Conseil du 11/03/2023 au cours de laquelle la structure a annoncé devoir augmenter la subvention à 0.26€/hbts/an. Le Conseil a validé cette augmentation lors de sa séance du 23 octobre 2023.
Il appartiendra au Conseil d'autoriser le Président à verser une subvention d'un montant de 0.26€/hbts pour l'année 2024, soit 0.26€ x nbre d'habitants de la CCT2L en 2024 : 0.26 x 15 760 = 4097,60€

JP JACQUE explique que l'association était venue dresser le bilan de son activité lors d'un précédent conseil et avait annoncer leur augmentation de 0.20 à 0.26€/habitant.

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Approuve le versement pour l'année 2024 de 0.26€/hbts soit 4097.60

11- Avenant n°1 au RI de l'Aire d'accueil des Gens du Voyage – accès à la déchetterie DEL 25-01-10

Suite aux nouvelles modalités d'accès de la déchetterie, il convient de modifier le fonctionnement de la collecte des déchets sur l'aire d'accueil des gens du voyage. Seul l'article IV Obligations des occupants est modifié.

IV. - Obligations des occupants

IV.e. - Déchets :

La collecte des déchets et des ordures ménagères résiduelles se fait dans les conditions suivantes :

- Les ordures ménagères doivent être mises dans des sacs fermés puis déposés dans le moloks mis à disposition à l'entrée de l'aire.
- Le Tri sélectif doit être mis dans les sacs dédiés fournis gratuitement par l'agent d'accueil. Ces sacs sont à déposer fermés près du moloks la veille des jours de collecte. Ces sacs ne doivent pas être utilisés pour les ordures ménagères ou autre chose.

La déchèterie est équipée d'un accès par carte. Le gestionnaire prêtera une carte d'accès aux gens du voyage souhaitant accéder à la déchèterie. Ces derniers devront rendre la carte après leur passage. Si la carte n'est pas rendue ou perdue elle sera facturée 10€ à la personne emprunteuse.

Sur production d'une pièce d'identité, le gestionnaire délivre sans frais à tout occupant qui en fait la demande une attestation de présence sur l'aire, datée et signée, valable jusqu'à la date de départ de la personne de l'aire d'accueil.

Les véhicules hors d'usages ou dépôt de matériaux de quelque nature qu'il soit ne sont pas autorisé dans l'enceinte ou autour de l'aire.

JP JACQUE explique que les résidents de l'aire pourront se rendre sur la déchetterie en empruntant une carte d'accès auprès de l'agent d'accueil de l'aire, afin de les inciter à se rendre sur la déchetterie.

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Approuve cet avenant n°1

DIVERS

- Le Président demande aux élus communautaires de réfléchir à une dénomination de la nouvelle salle, siège du conseil communautaire

- JP JACQUE demande aux 2 nouveaux élus de Beuveille de réfléchir à leur représentation et délégations au sein des différents organismes et commission

- J THOMAS demande à réfléchir à la constitution d'un CIAS car le CCAS de LONGUYON est souvent sollicité et les communes ne disposent plus de CCAS.

  J WEISS explique que lorsque les communes ont supprimé leurs CCAS, elles devaient assumer leurs éléments sociaux par la suite. Ce n'est pas à Longuyon d'assumer. Il faudrait voir si la T2L peut prendre cette compétence

- J MOINEAUX demande où en est le dossier ATCHOUM
- J SAILLET rappelle que tous les maires ont été sollicités à propos des DSD. Elle annonce qu'elle fait 10-12 déplacements en dehors de Longuyon pour les communes de la T2l- une subvention avait été versée à ce titre par le T2L en 2023, mais pour le moment il n'y a rien de plus. Il faut des chauffeurs bénévoles- quand des habitants des villages l'appellent elle leur dit « vous n'avez

qu'à booster vos maires ». Une personne à Colmey et 1 à BASLIEUX réfléchissent pour devenir chauffeur bénévole

- JP JACQUE dit que la prochaine étape sera ATCHOUM
- G ROUYER dit que les bus TER ne sont plus vus dans les villages
- JP JACQUE :les gens veulent qu'on vienne les chercher devant chez eux et qu'on fasse les courses avec eux

- JL THOMAS : les panneaux d'entrée de village sont à la DDT. J'ai entendu parler de commande groupée à réaliser avec la T2L

- J WEISS : La T2L ne peut pas commander les panneaux de signalisation . ce n'est pas une compétence intercommunale

- JP JACQUE : il faut envoyer la facture à la FNSEA

- J SAILLET demande si le remplacement de Mme DELATTRE a bien été fait pour le SIEP

  Il lui est répondu par l'affirmative. P MOSCATO est devenu titulaire et J THOMAS suppléant. La délibération de la T2L a bien été envoyée au SIEP. P MOSCATO l'a également transmise au SIEP

La séance est levée à 18h25

Le secrétaire de séance **Le Président**

JP JACQUE

